

fou » autoproclamé s adversaires



Le but de Donald Trump est notamment de confisquer l'espace médiatique. © REUTERS.

Sur le front commercial, l'offensive rapidement lancée

Sa campagne. Donald Trump le jurait : s'il accédait à la Maison-Blanche, il relèverait les droits de douane. A 60 % sur les produits chinois ; à 10, voire 20 % sur les importations en provenance du reste du monde, avait-on retenu au fil de ses déclarations. L'outil, répétait-il, doit permettre d'atteindre un double objectif : d'une part, rééquilibrer les flux commerciaux et, d'autre part, trouver de nouvelles recettes pour compenser les baisses d'impôts promises aux ménages et entreprises. Les menaces du candidat étaient-elles à prendre au sérieux ?

Sa présidence. La réponse est tombée le jour même de son investiture, le 20 janvier : dans un mémorandum pour « une politique commerciale *America First* », le nouveau locataire de la Maison-Blanche ordonnait à son administration d'enquêter sur les

causes du déficit commercial américain et sur les pratiques commerciales « déloyales » des autres pays – et les manières d'y remédier. Ses actes. Au tout début de février, Donald Trump imposait 10 % de droits de douane additionnels sur les produits chinois – auxquels Pékin a répondu par des surtaxes ciblées sur les produits américains – et 25 % sur les importations en provenance du Canada et du Mexique. Mais il les suspendait dans la foulée pour ces deux derniers pays en échange d'un renforcement des contrôles aux frontières. Dix jours plus tard, le président américain annonçait la taxation à hauteur de 25 % de l'acier et l'aluminium entrant aux Etats-Unis. Puis, à la fin de la semaine passée, il visait l'ensemble des partenaires commerciaux des Etats-Unis au travers d'une mesure générale :

l'application de « droits de douane réciprocques » en tenant compte également des barrières non tarifaires, et notamment de la TVA européenne et de la taxe digitale visant les géants américains du numérique, ou d'éventuelles manipulations des taux de change (ce qui ouvre la boîte de Pandore). L'offensive devrait se poursuivre. Ainsi, ce mardi, Donald Trump disait envisager de taxer à hauteur de 25 % les véhicules automobiles, les produits pharmaceutiques (qui représentent la moitié des exportations belges vers les Etats-Unis !) et les semi-conducteurs, agitant la perspective, pour ces deux derniers secteurs, d'une hausse additionnelle substantielle dans le courant de l'année afin de donner aux entreprises étrangères « une petite chance » de délocaliser leurs opérations vers les Etats-Unis... D.B.

Minorités sexuelles : des Etats-Unis anti-trans

Sa campagne. « Kamala Harris is for they/them, President Trump is for you » (« Kamala Harris est pour iel, président Trump est pour vous »). Par ce slogan, Trump sous-entend que Kamala privilégierait les minorités sexuelles au détriment des autres électeurs. Sa campagne électorale a investi des millions de dollars dans des publicités transphobes. Les minorités sexuelles et de genre, en

particulier les transgenres et non-binaires, ont été un point majeur dans sa campagne (une personne transgenre a une identité de genre différente de celle assignée à la naissance. Une personne non binaire ne s'identifie ni comme un homme ni comme une femme, NDLR). Trump a promis de mettre fin au « délire transgenre » en les excluant de l'armée et des écoles. Les femmes trans ne pour-

ront plus prendre part aux équipes sportives féminines. Il veut réduire les financements des écoles qui abordent la transidentité et supprimer les protections du Titre IX pour les étudiants trans, qui interdit depuis 1972 toute discrimination « sur la base du sexe » dans les écoles et universités financées par l'Etat. Biden avait élargi cette protection à l'orientation sexuelle et l'identité de

genre. **Sa présidence.** Une fois investi, le chef du mouvement *Maga* s'efforce de rappeler ses promesses. « La politique officielle des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux genres : homme et femme », déclare-t-il le 20 janvier. Ses actes. Dans la foulée, Trump révoque trois décrets. L'un affirme que les « sexes ne sont pas modifiables », un autre annule les programmes

de diversité et d'inclusion et le troisième interdit l'utilisation de fonds fédéraux pour « promouvoir l'idéologie de genre ». Peu de temps après, les personnes trans sont exclues de l'armée, interdites dans les sports féminins, et il restreint les aides publiques pour la transition de genre des mineurs. Face à ces actes terrifiants, les lignes d'écoute des associations LGBT+ sont saturées. Kai Alviar

Horton, la directrice de l'association *Trans Lifeline*, exprime que les Etats-Unis vivent « désormais dans un environnement très anti-trans ». La mise en application de ces décrets n'est pas imminente. La constitutionnalité des décrets est contestable et ceux-ci peuvent être suspendus par la justice. E.D.V. (ST.)

Sur l'Ukraine, la tactique de Trump est tout sauf claire

Sa campagne. Après avoir répété à plusieurs reprises durant sa campagne électorale qu'il réglerait le problème de la guerre en Ukraine « en 24 heures », on peut dire que Donald Trump n'a pas respecté sa promesse. Certes, il n'a pas dit quand il comptait « régler le problème », mais aujourd'hui on se demande combien de temps ça va prendre. Et, surtout, ce qui va sortir de tout ça. Un accord de paix ? Un cessez-le-feu ? Un deal commercial dans le dos des Ukrainiens ?

Rien ? **Sa présidence.** Depuis le 20 janvier, le 47^e président des Etats-Unis a changé de registre et on parle plutôt de six mois que 24 heures chrono. Plusieurs hauts responsables en charge de près ou de loin du dossier multiplient les annonces divergentes sur la manière d'aborder les négociations. Tout s'est emballé depuis la sortie du vice-président J.D. Vance et du ministre de la Défense Pete Hegseth à la Conférence sur la sécurité à Munich vendredi der-

nier. Si tout cela semble incohérent, certains analystes y voient une tactique visant à déstabiliser l'adversaire. « Trump fonctionne par rapport de force et imprévisibilité, ce qui lui permet de garder toutes les options ouvertes », résumait mardi dans un entretien au *Soir* Simone Rodan-Benzaquen de l'*American Jewish Committee* en France et en Europe. Ses actes. En attendant d'y voir plus clair, Donald Trump a donné son feu vert à des négociations

directes entre Américains et Russes sur la fin de la guerre en Ukraine. Mais sans Kiev et sans les Européens, alors que ce sont eux qui subissent de plein fouet la guerre d'agression de la Russie. Avec quel résultat ? Comme l'explique le politologue français Jean-Eric Branaa dans une interview au *Soir*, « la proximité entre Trump et Poutine va écorner les liens entre les Etats-Unis et l'Europe, ce qui va renforcer la Russie ». Des premiers pourparlers américano-russes se sont

tenus lundi à Riyad et une rencontre entre les présidents américain et russe est annoncée pour la semaine prochaine. Mercredi, Donald Trump s'en est pris une nouvelle fois au président ukrainien en le traitant « d'impopulaire » et de « dictateur sans élections ». Un durcissement de ses attaques après avoir accusé Zelensky la veille d'avoir été à l'origine de la guerre dans son pays. P.H.D.B.

nement

nonces. Plusieurs agences fédérales font l'objet de restrictions budgétaires drastiques, dont l'Agence de protection de l'environnement (EPA) et l'Agence d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). Des dizaines de milliards d'aides publiques ont ainsi été gelés ou supprimés. Là aussi, les recours pleuvront. M.D.M.